

Reçu en préfecture le 06/10/2025

Publié le 06/10/2025

ID: 011-211103973-20251006-30\_25-DE

FOLIO 144



N° 30/2025

L'AN DEUX MILLE VINGT CINQ, LE PREMIER OCTOBRE, les membres du conseil municipal de la commune de Trèbes se sont réunis en salle du Conseil Municipal, en séance publique, sur la convocation qui leur a été adressée par le maire conformément aux articles L. 2121-12 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales.

Nombre de conseillers en exercice: 27

Date de la convocation du Conseil Municipal : 25 septembre 2025

PRÉSENTS: M. MÉNASSI, MAIRE.

MMES. MM. CARBONNEL. GARINO. SENTENAC. LAROCHE. OLLAGNIER. MEDVES. MAYNARD.

SAINT-ANDRÉ, Adjoints.

MMES. MM. BILLECI. CASTANS. DIEDRICH. DE PRADO. GALY. QUESNEL. LAFON. LASGOUZES.

MITAIS. PEIX. SANCHEZ. NICOLAÏ. VIC. DENAT.

**ABSENTS EXCUSÉS:** 

MME GRAVES

MME JOURDA M. PIEDRA M. PANERO

**PROCURATIONS:** 

MME JOURDA à M. le Maire

M. PIEDRA à MME BILLECI M. PANERO à MME VIC

Madame Nathalie BILLECI a été désignée secrétaire de séance

<u>OBJET</u> : Acquisition définitive de terrains dans le cadre de la mise en œuvre du fonds de prévention des risques naturels majeurs

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2241-1;

VU le code de l'environnement, et notamment son article L. 561-3;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 1111-1;

Envoyé en préfecture le 06/10/2025

Reçu en préfecture le 06/10/2025

Publié le 06/10/2025

ID: 011-211103973-20251006-30\_25-DE

FOLIO 146

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus. Au registre ont signé tous les membres présents.

\*

Acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa publication le : ......et de sa transmission en Préfecture le : .....et de sa transmission en Préfecture le : ....

\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

Éric MÉNASSI Maire de TRÈBES

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai

Envoyé en préfecture le 06/10/2025

Reçu en préfecture le 06/10/2025

Publié le 06/10/2025

ID: 011-211103973-20251006-30\_25-DE

SLOW

FOLIO 145

**VU** les courriers du Préfet de l'Aude déclarant éligibles à la procédure d'acquisition amiable sur le fonds de prévention des risques naturels majeurs d'un certain nombre de biens privés sis à Trèbes, et notamment ceux figurant sur les parcelles AY 88, 89 et 279 :

VU la convention opérationnelle « recomposition urbaine et protection contre les risques naturels », signée le 24 juillet 2024 entre la ville de Trèbes, l'Établissement public Foncier d'Occitanie et Carcassonne Agglo ;

**VU** les courriers par lesquels Monsieur le Préfet de l'Aude a accordé à la commune de Trèbes une subvention en vue de financer l'acquisition des parcelles précédemment énumérées et la démolition des bâtiments qui y sont édifiés ;

**VU** la demande de l'EPF d'Occitanie de céder lesdites parcelles à la commune, à l'issue des travaux de démolition ;

CONSIDÉRANT que, en vertu de la convention susvisée, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie a fait l'acquisition des parcelles précédemment énumérées en vue de la démolition des bâtiments qui y étaient édifiés, engageant une dépense s'élevant à 612 843,76 € ; qu'il convient à présent, pour la commune de Trèbes, de racheter audit Établissement les parcelles remises à nu pour un prix couvrant les dépenses qu'il a engagées ; que le paiement du prix devra intervenir dans un délai maximal de 6 mois à compter de la signature de l'acte de vente, pour permettre à la commune de percevoir la subvention avant de procéder au paiement au profit de l'Établissement public foncier d'Occitanie ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

Nombre de membres en exercice :

27

Nombre de membres présents :

23

Nombre de suffrages exprimés :

26

Vote: Pour

26

Contre

00

Abstentions

00

**APPROUVE** l'acquisition, par la commune de Trèbes, des parcelles cadastrées AY 88, 89 et 279 pour un montant s'élevant à 612 843,76 € ;

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le ou les acte(s) d'acquisition, à accomplir toutes les formalités administratives et à signer tous les documents relatifs à ce dossier.